

AUCUN JOURNAL
NE PARAÎTRA
DE MAIN 1^{er} MAI

(Décision unanime du Syndicat de la Presse)

DÉCLARATIONS DE M. ORLANDO AU PARLEMENT ITALIEN

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.084. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLÉON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

MERCREDI

30

AVRIL

1919

Notre plus grande
gloire n'est pas de
ne jamais tomber,
mais de nous relever.
PASCAL.

UN DOCUMENT HISTORIQUE D'UNE IMPORTANCE CAPITALE



LE MARÉCHAL FRENCH ET LE GÉNÉRAL FOCH
AU Q. G. FRANÇAIS, AU MOIS DE JUILLET 1915

“EXCELSIOR”

S'EN EST

ASSURÉ

L'EXCLUSIVITÉ

POUR

LA

FRANCE

Lire le premier
chapitre

a notre cinquième page



LE GÉNÉRAL JOFFRE ET LE GÉNÉRAL KITCHENER
AU Q. G. FRANÇAIS, AU MOIS DE MARS 1915

Nous commençons aujourd'hui la publication d'un ouvrage documentaire dont l'apparition est attendue comme un événement et qui jette un jour nouveau sur les opérations du début de la guerre.

LES

MÉMOIRES DU MARÉCHAL FRENCH

sont publiés ici sous le titre : 1914

Voici la préface que le maréchal Foch a bien voulu consacrer à cet ouvrage et qui en souligne la valeur historique :



Le maréchal FRENCH commandait en chef l'armée britannique au début de la guerre. Comme on le sait, les Allemands ont cherché en 1914 à profiter de leur supériorité numérique et de l'écrasante puissance de leur armement, pour mettre hors de cause les armées alliées d'Occident par une manœuvre enveloppante aussi rapide que possible.

Après avoir cherché en vain la décision à la Marne, puis à l'Aisne et à la Somme, ils la poursuivaient successivement à Arras, sur l'Yser et à Ypres.

A mesure que, dans cette course à la mer, le terrain disponible se restreint devant eux, les coups se précipitent et se répètent plus violents, les réserves s'engagent, de nouveaux corps d'armée entrent en ligne, nombreux et intacts. La reddition d'Anvers assure d'ailleurs à l'ennemi d'importantes disponibilités.

Mais, déjà, l'armée belge, appuyée de troupes françaises, arrête les Allemands sur l'Yser, de Nieuport à Dixmude. Après avoir pris part aux actions de l'Aisne, l'armée britannique a été transportée dans le Nord.

C'est ainsi qu'elle s'engage progressivement de La Bassée à Ypres, s'opposant partout à l'invasion.

Bref, les Allemands, après avoir vainement développé leurs efforts de la mer à la Lys, dès le 15 octobre, sont dans l'obligation, à la fin du mois, de vaincre à Ypres, ou bien leur manœuvre échoue définitivement, leur offensive expire en Occident, et la Coalition reste debout.

Ainsi sont-ils amenés, sur ce point d'Ypres, dans une lutte acharnée, à concentrer leurs moyens : une forte artillerie lourde largement approvisionnée, renforcée de minenwerfers, de corps d'armée nombreux et renouvelés.

Quant aux Alliés, ils sont réduits à recevoir le choc avec des effectifs restreints, des munitions comptées et rares, une faible artillerie lourde. Toute relève leur est interdite par la pénurie de troupes, quelle que soit la durée de la bataille. Pour ne citer qu'un exemple, le premier corps britannique reste engagé du 20 octobre au 15 novembre, au milieu des plus violentes attaques et malgré de formidables pertes.

Mais, à cette dernière date, la bataille était gagnée.

Les Alliés avaient infligé un retentissant échec à l'ennemi ; ils avaient sauvé les communications de la Manche et, par là, fixé le sort et l'avenir de la Coalition.

Si l'union étroite du commandement allié et la valeur des troupes ont permis ces glorieux résultats, c'est que le maréchal French a déployé la plus entière droiture, la plus complète confiance, la plus grande énergie : résolu à se faire passer sur le corps plutôt qu'à reculer.

La Grande-Bretagne avait trouvé en lui un grand soldat. Il avait maintenu ses troupes à la hauteur de celles de Wellington.

Avec l'émotion d'un souvenir profond et toujours vivant, je salue le vaillant compagnon d'armes des rudes journées et les glorieux drapeaux britanniques de la bataille d'Ypres.

F. Foch

Maréchal de France.

DÉMONSTRATION OUVRIÈRE

DEMAIN JEUDI, 1^{er} MAI CHOMAGE QUASI GÉNÉRAL DES TRAVAILLEURS

Presque tous les groupements et associations affiliés à la C. G. T. ont donné leur adhésion au programme de chômage élaboré rue Grauge-aux-Belles pour le 1^{er} mai. Par cette manifestation, les travailleurs de toutes les corporations entendent affirmer leur volonté de faire aboutir leurs revendications.

Voici, groupées, les décisions prises par les différents syndicats :

LES JOURNAUX NE PARAÎTONT PAS DEMAIN

L'assemblée générale des directeurs de journaux de Paris, réunis en séance plénière, a décidé que les journaux ne paraîtront pas le jeudi 1^{er} mai.

GRÈVES EN COURS

Habillement.
La maison Auer.

GRÈVES À PARTIR DU 1^{er} MAI

Choristes.
Chemiserie.

CHOMAGE DE 24 HEURES

Transports parisiens :

Métro, Nord-Sud, tramways, autobus, voitures, taxi-autos.

Cafés, restaurants et bouillons :

Les directeurs ont décidé de fermer toute la journée du 1^{er} mai.

Hôtels :

Le personnel a décidé le chômage et invite la clientèle à se munir de vivres pour vingt-quatre heures.

Débats de vins et de tabac :

La décision a été prise en assemblée générale par les commerçants-détaillants.

Théâtres et spectacles :

Musiciens, choristes, musiciens et choristes ont voté la grève. L'Association des directeurs a décidé de faire relâche.

Epiceries :

Les grandes épiceries n'ouvriront pas. Les épiceries de quartier fermeront probablement à midi.

Pharmacies :

Les préparateurs ont décidé le chômage général pendant vingt-quatre heures.

Salons de coiffure :

Abattoirs municipaux.

Employés des magasins :

La plupart des grands magasins fermeront.

Travailleurs municipaux :

Balayeurs, cantonniers, services de la voirie.

Ouvriers métallurgistes.

Ouvriers des ports et docks.

Inscrits maritimes.

Ouvriers du bâtiment.

Fédération des mineurs.

CHOMAGE DE DEMI-JOURNÉE

Alimentation :

Boucherie, charcuterie, triperie, boulangerie fermeront à midi.

CHOMAGE VARIABLE

Electricité :

Chômage de vingt-quatre heures pour tous les services n'entraînant pas la production.

Arrêt de deux heures dans la distribution pendant une durée indéterminée et diminution du courant à certaines heures.

Gaz :

Pour les ouvriers et employés, chômage partiel variant d'un quart d'heure à une demi-heure. Des mesures sont prises afin d'éviter tous accidents.

Chemins de fer :

1^{er} Services centraux et ateliers : arrêt du travail pendant 24 heures consécutives ;

2^o Ouvriers de dépôts : arrêt 24 heures (des équipes prévues par l'organisation syndicale devront assurer les réparations urgentes) ;

3^o Aiguilleurs, sémaphoristes, bloqueurs, personnel roulant : arrêt : 3 minutes à 10 heures, sous la protection des signaux et à l'endroit où l'arrêt et le démarrage seront possibles, avec la mention sur le journal du frein : « Manifestation du 1^{er} mai, ordre fédéral » ;

4^o Service des gares :

a) Personnel assurant un service d'intérêt public : arrêt (bureaux P. V.) : arrêt de 2 heures ;

b) Personnel assurant un service intéressant la sécurité (G. V.) : arrêt de 15 minutes ;

5^o Service de la voie : arrêt de 24 heures, en organisant la surveillance des lignes et les réparations urgentes.

Les trains s'arrêteront donc 3 minutes dans toutes les gares, à 10 heures du matin.

Postes, Télégraphes, Téléphones :

1^o Ouvriers des lignes et parties similaires (personnel titulaire et auxiliaire) : — Chômage complet dans tous les services ;

2^o Agents et sous-agents titulaires et auxiliaires :

a) Personnel des guichets (Postes et Télégraphes) : — Prise de service, le 1^{er} mai, à 10 heures au lieu de 8 heures ;

b) Personnel du départ et de la distribution : — Agents : retard d'une heure à la prise normale du service, matin et soir.

— Sous-agents (titulaires et imprimes) : pas de première distribution, à confondre avec la deuxième, départ à 10 heures ;

3^o Télégraphes et Téléphones : — Arrêt d'une demi-heure, le matin, à 10 heures, et l'après-midi, à 17 heures ;

4^o Ambulants : — Prise de service une demi-heure avant le départ du train ;

5^o Chargeurs des gares et de la R. P. : —

Aucun courrier arrivant par les ambulants du matin ne sera dirigé sur les services de la R. P. ou des bureaux centraux avant 7 h. 30. Seules les dépêches en transit seront acheminées. Le transbordement de la R. P. n'acheminera, le matin, que les dépêches à livrer aux ambulants en parlance ;

6^o Gardiens sédentaires et autres : — Retard d'une heure sur la prise du service.

Services administratifs :

Ouverture retardée d'une heure dans les administrations centrales, c'est-à-dire les ministères, les caisses de dépôts, les finances.

CHOMAGE FACULTATIF

Etablissements de la Guerre :

Pour ceux qui désireront travailler, les établissements seront ouverts et les services fonctionneront comme d'habitude.

ANTIQUITÉS ACHATS VENTES

MERCIER FRÈRES

100 F. St-Antoine PARIS

LA QUESTION DE KIAO-TCHÉOU N'A PAS ENCORE ÉTÉ RÉSOLUE

La Belgique demande qu'un paiement immédiat de deux milliards lui soit fait sur les indemnités dues par les Allemands.

Le comte de Brockdorff-Rantzau est arrivé à Versailles. Quand la délégation italienne sera-t-elle de retour à Paris ?

Après l'interruption de lundi, provoquée par la séance plénière de la Conférence de la paix, les comités, commissions et sous-commissions ont repris leurs travaux avec une hâte et une ardeur que justifie la proximité du jour où le résultat de leurs discussions devra être présenté aux plénipotentiaires allemands.

Le comte de Brockdorff-Rantzau est arrivé, hier soir, à Versailles, et l'on ne prévoit pas que la communication du texte des préliminaires au diplomate allemand et à ses collègues puisse avoir lieu avant samedi soir. Et, encore, cette date semble-t-elle un peu trop rapprochée. Bien des questions importantes n'ont pas reçu leur solution, alors qu'il est indispensable qu'elles soient incorporées dans les articles du traité. Envisageons donc l'éventualité d'un retard.

Cette impression est justifiée par l'état actuel des discussions auxquelles le problème de Kiao-Tchéou donne encore lieu. Revenu hier devant les « Trois », il n'a point été résolu, et nous croyons savoir qu'aucune formule transactionnelle n'a encore reçu l'approbation générale et des juges et des parties en cause. On pense toutefois entrevoir une conciliation prochaine.

Les « Trois » ont étudié, d'autre part, dans l'après-midi, les revendications belges d'ordre financier. Ils en avaient été saisis d'urgence par la délégation de la Belgique. M. Delcroix, premier ministre, et ses collègues du cabinet, MM. Gaspar, Renkin et Frank, sont arrivés hier de Bruxelles et ont demandé à être reçus par MM. Clemenceau, Wilson et Lloyd George. La situation économique est très grave, si grave, que le roi Albert lui-même n'hésite point à venir en avion, récemment, pour l'exposer aux chefs de gouvernement. Des promesses lui furent faites : les Belges en demandent l'exécution. L'examen de leurs desiderata n'a pas pris moins de trois heures. Parmi les vœux exprimés figure, en premier lieu, celui qu'un paiement immédiat de deux milliards, à prélever sur les indemnités imposées à l'Allemagne, soit fait à la Belgique. On dit qu'un arrangement favorable au point de vue de nos voisins interviendra très probablement.

Et l'Italie ? Sa place était vide, avant-hier, à la séance plénière de la Conférence. Ses représentants ne seront-ils point présents à la signature des préliminaires ? Il y a là une situation singulièrement troublante et qui mérite la plus grande attention.

On peut espérer que le retour de M. Orlando et de ses collaborateurs s'effectuera. Le discours du président du Conseil italien ouvre la porte aux rapprochements. Et, si l'éminent homme d'Etat a marqué la difficulté de la situation, les dissensions s'étant produites « non seulement sur le point de vue italien, mais aussi entre celui des alliés de l'Italie et celui de M. Wilson », il n'en a pas moins affirmé que son gouvernement était animé d'un esprit de conciliation complète compatible avec les nécessités impérieuses de la conscience et de la dignité nationales. Et c'est là l'essentiel. — JEAN MÉNEVAL.

Les Tchéco-Slovaques à une heure de Budapest

VIENNE (par Bâle), 29 avril. — D'après le *Neue Tag*, les troupes tchéco-slovaques ont pris l'offensive contre le front hongrois. Elles sont déjà parvenues à Waitzen, à une heure de Budapest.

Cette avance yougo-slave est importante pour l'Autriche allemande, principalement parce qu'elle empêchera la garde rouge hongroise qui fuit devant les Roumains et les Français réunis de passer sur le territoire autrichien allemand.

L'avance roumaine contre la République hongroise des Soviets continue également.

Deux commissaires généraux résignent leurs missions

Conformément à la décision prise par le récent congrès national socialiste de s'opposer à toute collaboration gouvernementale, MM. Botisson, commissaire général aux Transports maritimes, et Compe-Morol, commissaire général à l'Agriculture, ont signifié à la commission administrative permanente du parti socialiste leur résolution de résigner leurs fonctions.

Il a été décidé de laisser aux deux sous-secrétaires d'Etat le temps de liquider les affaires courantes.

LE MYSTÈRE DE GAMBAIS

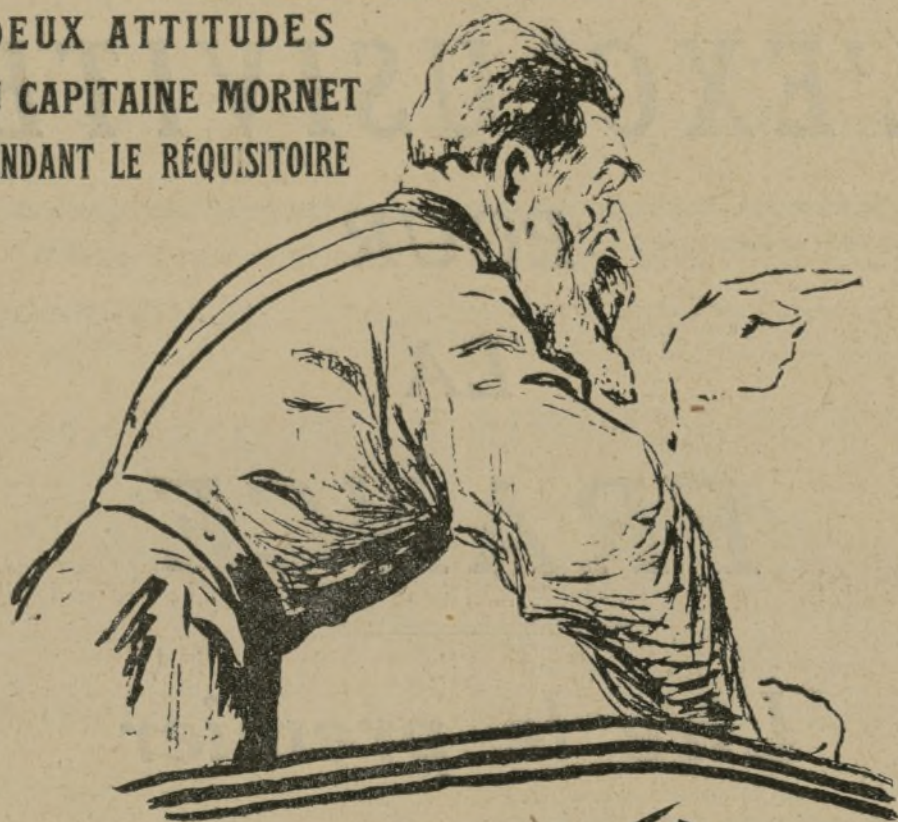


TERRASSIERS AU TRAVAIL AUTOUR DE L'ÉTOILE DU PETIT JARDIN

Dans le jardin, que l'on bouleversait afin de retrouver les traces des victimes imputées à Landru, on a découvert quelques très rares ossements qui, au dire du docteur Paul, médecin légiste, peuvent être des os de poulet ou de lapin aussi bien que des fragments de squelette humain... Sous des feuilles desséchées, on a recueilli une dent, une vraie dent humaine... cette fois, et dans le sous-sol on a relevé des traces de sang. C'est tout le bilan, ou presque, de la journée.

AU 3^e CONSEIL DE GUERRE

DEUX ATTITUDES DU CAPITAINE MORNET PENDANT LE RÉQUISITOIRE



LE CAPITAINE MORNET (s'adressant au conseil). — L'acte de Lenoir est sans exemple dans les annales de la guerre et de la trahison. (Croquis d'audience de TOR.)



LE CAPITAINE MORNET (montrant Lenoir). — Lenoir a mérité cent fois la mort... (Croquis d'audience de TOR.)

L'ÉNIGME DU "BARBE-BLEUE"

LA VILLA DE LANDRU RECÉLAIT DES OSSEMENTS EN PARTIE CALCINÉS

Des magistrats du parquet de la Seine et du parquet de Mantes ont procédé, hier, à une perquisition minutieuse dans la demeure et le jardin du "Barbe-Bleue".

On a découvert une dent humaine dans des cendres d'ossements, et en outre on a trouvé, dans le sous-sol de la villa, une mare de sang coagulé.

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL A GAMBAIS)

Les parquets de Mantes et de Paris ont perquisitionné, hier, à la villa de Gambais fut l'un des nombreux domiciles de Landru.

Dès 9 heures du matin, M. Blavier, procureur de la République, à Mantes ; M. Vichon, commissaire divisionnaire de la première brigade mobile de la Sûreté ; M. Sébille, contrôleur général de la Sûreté, et l'inspecteur Belin, qui arrêta Landru et dirigea l'enquête, arrivaient sur les lieux, gardés par la brigade de gendarmerie de Mantes.

A 10 heures, des automobiles amènent, de Paris, M. Mouton, directeur de la police judiciaire ; M. Lescouvé, procureur général ; M. Tanguy, chef adjoint de la Sûreté ; le Dr Paul, médecin légiste, et M. Belle, chimiste expert.

Les perquisitions dans la villa

M. Lescouvé, procureur général, fait lever les scellés qui ferment les portes et fenêtres de la villa.

Magistrats, fonctionnaires de la Sûreté et journalistes pénètrent dans l'habitation, qui semble plus vaste d'être à peu près vide de meubles.

Les chambres à coucher sont pourvues d'étagères de sangles posées sur deux chaises plantées de jardin. Un crucifix de bois noir et de plâtre argenté domine les couchettes monastiques. Des lingeries sont éparpillées dans les pièces carrelées de briques rouges. Tout le mobilier se résume à une table-toilette en fer, accompagnée de ses ustensiles émaillés.

La salle à manger ne se distingue que par sa vacuité totale, aggravée d'assiettes de porcelaine bleue, à sujets gaïres, accrochées symétriquement aux murs.

Tout cela est triste, d'une poignante tristesse de misère et d'abandon.

Les magistrats examinent ensuite la cuisine, où règne une vaisselle pauvre et disparate. On saisit, là, un couvercle et un hachoir tachés de rouille sanglante.

On passe devant le hangar plein de feuilles mortes, qui recouvraient les corps des trois chiens de Mme Marchadier, étranglés par Landru. Une punaise affreuse se dégage de ce lieu.

Dans le second hangar, également encombré de feuilles mortes, on découvre des tas de cendres...

Les ossements calcinés

Le Dr Paul et M. Belle, chimiste expert, examinent attentivement ces cendres, et en isolent des débris d'os calcinés.

Ossements humains, ossements d'animaux ? Une analyse approfondie permettra seule d'en décider.

Découvertes plus troublantes : voici une dent et un débris de boîte crânienne. L'ivoire de la denture a résisté à la combustion. L'os du crâne s'effrite...

La propriété ne contient que des cheminées ordinaires, sans appareil de chauffage, et un vulgaire fourneau de cuisine où il est visiblement impossible de réaliser une incinération.

Des inspecteurs découvrent, derrière une haie, des pierres calcinées et des débris de briques, qui ont pu, à la rigueur, constituer un four à réverbère à haute température. Mais tout cela ne sort point du domaine de l'hypothèse...

Du sang coagulé dans la cave

La plus sensationnelle trouvaille a lieu dans le sous-sol, où, sous une construction de briques, destinée au lavage des bouteilles, on découvre une épaisse mare de sang desséché.

La même question se pose : sang humain ou sang d'animal ? Seuls, l'analyse et l'examen microscopique permettront de se prononcer.

Dans la buanderie, les magistrats examinent une malle, marquée C. L. (Céline Lavie ou Céline Lacoste ?) qui contient des hardes sordides.

Et c'est tout.

Les fouilles dans le jardin

Une équipe de terrassiers défonce les parties du jardin et du potager où la terre semble avoir été remuée, et où la végétation de graminées sauvages est plus drue.

Les fouilles, entreprises un peu au hasard, ne donnent aucun résultat probant. Il pleut. De la neige et de la grêle succèdent à la pluie. Par instants, un soleil malade troue les nuages d'encre qui rampent sur la plaine. Le site est d'une désolation indicible...

Les mauvais temps ne décourage point les enquêteurs, épiés par les villageois curieux, que les gendarmes sont impuissants à éloigner.

AU 3^e CONSEIL DE GUERRE

LE CAPITAINE MORNET REQUIERT CONTRE LENOIR LA PEINE CAPITALE

Le commissaire du gouvernement laisse aux juges le soin de dire si Desouches doit bénéficier de circonstances atténuantes, en raison de sa conduite au front.

Les quatre derniers témoins furent M. Desvaux, M. Tarmela, professeur à Strasbourg, le dessinateur Hansi et le général Wirbel.

A l'ouverture de l'audience, il reste quatre témoins à entendre : M. Desvaux, conseiller municipal ; M. Tarmela, professeur à Strasbourg ; le dessinateur Hansi et le général Wirbel.

M. Desvaux, en sa qualité d'officier attaché au 2^e bureau de renseignements, a connu les éminents services rendus par le capitaine Ladoux, qui organisa notamment le service de propagande par avions dans nos provinces envahies, et même en pays ennemi.

Hansi, le célèbre caricaturiste alsacien, et M. Tarmela, professeur à Strasbourg, deux attachés comme officiers à ce service, viennent dire l'utilité de cette propagande et le zèle patriotique du capitaine Ladoux.

Sur une question de M. de Moro-Giafferi, Hansi déclare qu'il écrivit à M. Humbert, une lettre pour lui signaler la contenance des matières grasses faites en Alsace. C'est alors que le *Journal* lit sa campagne.

— Je suis heureux, dit le président à Hansi, de saluer ici un vieux Français d'Alsace.

Dynamiques applaudissements accueillirent cet hommage.

Le général Wirbel affirme, — une fois de plus, — que la campagne « Des canons, des munitions ! », bien accueillie par les soldats, fut utile.

Une lettre de M. Clemenceau

M. de Moro-Giafferi annonce alors qu'il a reçu de M. Clemenceau, dont il avait sollicité le témoignage, une lettre qui versera aux débats après l'avis lui.

Voici le texte de cette lettre :

« Paris, le 26 avril 1919.

« Monsieur,

« Pour répondre, comme il est de mon devoir, aux deux questions que vous m'avez faites, l'honneur de m'adresser, je m'empresse de vous déclarer que mon collègue du Sénat, M. Charles Humbert, a mené dans la commission de l'armée sa campagne pour des canons, des munitions avec la même vigueur que dans la presse.

« Je n'ai jamais eu de raison de douter de sa sincérité, et pour ce qui est de l'efficacité de ses rapports, je suis hors d'état de l'apprécier en ce moment.

« Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués. » G. CLEMENCEAU.

LE RÉQUISITOIRE

Aussitôt après, la parole est donnée au capitaine Mornet pour le réquisitoire.

Le commissaire du gouvernement indique tout d'abord la différence qu'il y a entre le crime d'intelligence avec l'ennemi et le délit de commerce avec l'ennemi : l'un est l'accord sur le terrain militaire ou politique, l'autre l'accord sur le terrain des intérêts privés dans le sens le plus large du terme.

L'idée d'exercer sur l'ennemi une action par le moyen des journaux est née dès 1915. Lenoir, Desouches et Bolo l'ont successivement réalisée. Si, au début, l'Allemagne a traité avec Pierre Lenoir, c'était vraisemblablement en raison de la personnalité de son père.

La culpabilité de Lenoir

Voici, brièvement résumées, les charges que le capitaine Mornet relève contre « Pierre Lenoir, qui occupe au banc des accusés la première place et à qui incombe la plus lourde part de responsabilité. »

Lenoir est entré sciemment en relation avec des sujets ennemis, représentés eux-mêmes par le gouvernement allemand. Il n'a pas pu ignorer que Schoeller n'était qu'un prête-nom.

Le contrat Schoeller avait une portée politique et sociale sur laquelle il est impossible de se méprendre. Les bailleurs de fonds n'avaient, en effet, aucun intérêt commercial dans l'affaire.

Par ses mensonges et ses précautions, Lenoir a démontré lui-même sa culpabilité. Son attitude à l'égard de Mme d'Arlic est une preuve accablante. Le capitaine Mornet cite plusieurs passages de la cor-

respondance...

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

...de la cor-

ROME A FAIT UN ACCUEIL ENTHOUSIASTE A M. ORLANDO ET AU GÉNÉRAL DIAZ



1914 MÉMOIRES DE GUERRE INÉDITS

du MARÉCHAL FRENCH

(Copyright by "Excelsior" (France), "Daily Telegraph" (England) and "New-York Herald" (United States of America) 1919.)

CHAPITRE PREMIER

Préliminaires

DEPUIS des années j'avais considéré l'éventualité d'une guerre générale en Europe comme une certitude. Les expériences que j'avais pu faire pendant les sept ou huit ans que j'avais passés comme membre du comité impérial de défense et pendant les trois ans que j'exerçai les fonctions de chef d'état-major général avaient grandement fortifié cette conviction.

Pour des raisons qu'il est inutile de donner ici, je résignai mes fonctions de chef d'état-major en avril 1914, et, depuis lors, j'avais provisoirement perdu tout contact avec la situation européenne, telle du moins qu'elle était officiellement envisagée.

Cette année-là, je me rappelle avoir passé une semaine du mois de juin à Paris. Quand je traversai Douvres à mon retour, mon vieil ami Jimmie Watson (colonel Watson), commandant plus tard le 60^e régiment, aide de camp du khédive d'Égypte, se pencha à la portière de ma voiture et m'informa de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme. Je ne puis dire qu'à ce moment-là j'ai vu dans cette tragédie le prélude d'une grande convulsion européenne, mais, étant donné mon expérience du passé, je sentis une impression d'inévitabilité et un malaise instinctif.

Puis, vinrent quelques semaines de calme, de ce calme qui précède l'orage, et à la faveur duquel les Allemands se préparaient furtivement pour le grand jour. Un après-midi de la fin de juillet, je fus invité au lunch par le prince Lieknowski, ambassadeur d'Allemagne. Assistance restreinte, ne comprenant, si mes souvenirs sont exacts, que la princesse Henry de Pless, lady Curzon, lord Kitchener, son Excellence et moi-même. La première idée que j'eus de l'orage qui se préparait me vint d'une brève conversation avec l'ambassadeur dans un coin du salon, après le lunch. Il paraissait fort troublé et inquiet, et il me dit tout net qu'il craignait que l'Europe entière ne fût en feu avant que nous ne fussions plus vieux de quinze jours. Ses vues étaient prophétiques. La surprise candide du prince Lieknowski explique le courage moral avec lequel par la suite il publia sa fameuse apologie.

Le 28 juillet, déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Les préparatifs militaires de la monarchie dualiste devaient inévitablement aboutir à une mobilisation partielle de la Russie contre l'Autriche. Le 31 juillet, l'empereur allemand proclamait le « danger de guerre », le faisant suivre, le 1^{er} août, d'une déclaration de guerre à la Russie. Le 2 août, les troupes allemandes pénétraient par le Luxembourg et, sans déclaration de guerre, violaient le territoire français.

La Grande-Bretagne déclara la guerre à l'Allemagne le 4 août, à l'Autriche le 12 ; la France avait rompu les relations diplomatiques avec l'Autriche deux jours auparavant.

Le jeudi 30 juillet, le chef d'état-major général me fit demander et m'informa officiellement que si un corps expéditionnaire était envoyé en France j'en aurais le commandement. En quittant son cabinet, je trouvais dans l'antichambre quelques correspondants de journaux bien connus de moi. Je causai un moment avec eux et m'aperçus qu'un grand doute existait dans leur esprit sur le point de savoir si notre pays devait ou non soutenir la France par les armes. Ce doute était certainement partagé par beaucoup.

Je me souviens que, dans la matinée du samedi 1^{er} août, jour où l'Allemagne déclara la guerre à la Russie et où l'ouverture des hostilités entre l'Allemagne et la France était plus qu'une question d'heures, je reçus la visite du vicomte de La Panouse, attaché militaire français à Londres. Il me dit que son ambassadeur était découragé par tous ces doutes et toutes ces craintes. Nous causâmes longtemps sur ce sujet, et il vint dîner le soir avec moi. Personnellement j'avais l'absolue conviction que, tant que M. Asquith resterait premier ministre et que lord Haldane, sir Edward Grey et M. Winston Churchill continueraient à faire partie du cabinet, leurs voix conduiraient les destinées de l'Empire britannique. J'étais certain qu'ils resteraient fidèles à notre ancien accord avec les puissances de l'Entente. A la suite de cette longue conversation avec le vicomte de La Panouse, je crois que je fus assez heureux pour faire partager ma conviction à l'ambassade de France.

Le premier conseil de guerre

L'Angleterre déclara la guerre à l'Allemagne le mardi 4 août, et le 5, la mobilisation de l'armée active, de la réserve et de l'armée territoriale fut décrétée. Le mercredi 5 août, un conseil de guerre fut tenu, 10, Downing Street, sous la présidence du premier ministre. Presque tous les mem-

bres du cabinet étaient présents. En outre, lord Roberts, lord Kitchener, sir Charles Douglas Haig, feu sir James Grierson, le général (maintenant sir Henry) Wilson et moi-même avions été directement convoqués. Si mes souvenirs ne me trompent pas, les deux sujets principaux de discussion furent les suivants :

- 1^{re} Composition du corps expéditionnaire ;
- 2^e Point de concentration des forces britanniques à leur arrivée en France.

PREMIER POINT. — L'impression générale était que nous avions une obligation envers la France de lui envoyer une armée aussi forte que nous le pourrions, et qu'une division de cavalerie et six divisions de toutes armes avaient été promises. Pour ce qui est de l'effectif exact, il semblait qu'il n'y eût aucune obligation définitive, mais tout le monde était d'accord pour penser que nous devions faire tout ce qui était en notre pouvoir. La question était de savoir combien de troupes il était nécessaire de garder en Angleterre pour la défense des côtes contre toute tentative d'invasion et, au besoin, pour le maintien de l'ordre intérieur.

M. Churchill exposa brièvement la situation de la marine ; il fit remarquer que la menace de guerre nous arrivait au moment le plus favorable, du moins pour ce qui concernait son département. En effet, deux ou trois semaines auparavant, la flotte avait été mobilisée partiellement, et un grand nombre de réserves avaient été convoqués pour la grande revue navale passée par Sa Majesté à Spithead et les manœuvres navales à grande envergure qui suivirent. M. Churchill estimait qu'au point de vue de la marine la défense nationale était rationnellement assurée, mais cette considération ne devait pas nous dissuader de la nécessité de laisser une certaine quantité de troupes sur notre territoire. Après cette conversation, il fut décidé que deux divisions resteraient pour le moment en Angleterre, et qu'une division de cavalerie et quatre divisions de toutes armes devaient être envoyées en France aussi rapidement que possible. Ceci représentait une force approximative de 100.000 hommes.

DEUXIÈME POINT. — Depuis plusieurs années, les états-majors généraux britanniques et français avaient eu ensemble des entretiens confidentiels sur la question. La menace allemande nécessitait une entente préalable, dans l'hypothèse d'une attaque brusquée. La zone de concentration des forces britanniques avait été fixée à l'aile gauche des armées françaises, et les points de débarquement des diverses unités étaient tous groupés dans la région entre Maubeuge et Le Cateau. Le quartier général de l'armée devait être installé à ce dernier point.

Cette entente était tout à fait provisoire et conditionnée à une attaque allemande sans provocation. La discussion s'engagea alors sur l'examen, la révision de ces décisions et sur les dispositions à prendre, étant données les conditions dans lesquelles la guerre se présentait. Bien des opinions diverses furent exprimées, mais on n'arriva ce jour-là à aucune conclusion. Il parut tout naturel de proposer de demander aux autorités françaises l'envoi d'un officier supérieur connaissant à fond le point de vue et les intentions de l'état-major français. On tomba d'accord qu'aucune décision satisfaisante ne pouvait être prise avant une discussion complète avec un officier français d'importance accablée.

Ceci est, à mon avis, le point saillant de toutes les importantes questions qui furent discutées à ce conseil de guerre.

Pendant la semaine, le Q. G. du corps expéditionnaire fut installé à Londres, à l'hôtel Métropole, et l'état-major constitué comme suit :

- Chef d'état-major général : général sir Archibald Murray ;
- Sous-chef d'état-major : brig. gén. H. H. Wilson ;
- Adjudant général : maj. gén. Neville Macready ;
- Intendant général : maj. gén. sir William Robertson ;
- Chef du service de renseignements : brig. gén. Macdonogh ;
- Commandant de l'artillerie : maj. gén. Lindsay ;
- Commandant du génie : brig. gén. Foxley ;
- Secrétaire : colonel Har. W. Lambton ;
- Service de santé : gén. (du cadre sanitaire), T. P. Woodhouse ;
- Service vétérinaire : brig. gén. J. Moore.

Devait-on changer les plans primitifs ?

Ce fut vers le jeudi 7 ou le vendredi 8 que lord Kitchener fut désigné comme secrétaire d'Etat à la Guerre. Le lundi 10, arriva la mission envoyée par le gouvernement français. Elle avait à sa tête le colonel Hugh Bland, officier d'artillerie bien connu, qui avait été récemment, pendant plusieurs années, attaché militaire à Londres.

Comme je l'ai dit plus haut, l'une des questions les plus importantes qui restaient à discuter et à trancher était de savoir si les plans primitifs touchant la zone de concentration des forces britanniques en France seraient maintenus, ou si la situation actuelle exigeait qu'on y apportât des modifications.

Un échange de vues très serré eut lieu entre militaires et ministres, et bien des opinions contradictoires furent exposées. Les militaires eux-mêmes n'étaient pas d'accord. Lord Kitchener trouvait que notre position à la gauche de l'armée française à Maubeuge était trop en l'air et préconisait une concentration plus en arrière dans la région d'Amiens. Sir Douglas Haig estimait qu'il y avait lieu d'augmenter tout débarquement jusqu'à ce que la campagne fût commencée et que nous pussions juger plus exactement dans quelle direction notre concours serait le plus efficace.

Personnellement, je ne partageais pas ces idées et j'étais très désireux de m'en tenir aux plans primitifs. Toute modification dans l'exécution de notre concentration, surtout si un retard en était le résultat, bouleversait le plan de campagne français et fait naître la défiance dans l'esprit de nos alliés. Un retard ou un recul n'aurait pas seulement considérés de notre part comme de l'hésitation, mais aurait pu aisément amener des conséquences désastreuses, en isolant complètement des troupes déjà inférieures en nombre. Considérant ce que nous avons su par la suite des desseins et des préparatifs allemands, il est hors de doute que l'ennemi eût pu activement s'opposer à notre débarquement, si celui-ci avait été retardé. Comme nous le verrons plus loin, nous avions au début la ferme espérance d'entreprendre une offensive violente, et, si ces espoirs avaient pu se réaliser, toutes modifications ou tout retard dans les plans primitifs auraient prévenu ou même entièrement paralysé cette offensive. L'élément vital du problème résidait dans la rapidité de la mobilisation et de la concentration. Tout changement dans les plans aurait significativement retardé inévitablement et peut-être fatal.

Murray, Wilson, Grierson et Huguet abondèrent dans mon sens, et il en fut ainsi décidé.

La date de l'embarquement du Q. G. et de l'état-major fut fixée au vendredi 14 août.

Les opérations préliminaires

Pendant les journées décisives qui suivirent, nous recevions jour par jour et presque heure par heure, des rapports nous renseignant sur les progrès de la mobilisation chez nos alliés et chez nos ennemis. Dès le début, il parut tout à fait évident que le système allemand de mobilisation était plus rapide que celui des Français. Nous avions des raisons de croire que l'Allemagne avait en partie appelé certaines classes de réserves avant la mobilisation officielle. La magnifique attitude des Allemands dans la défense de leurs places-frontières est bien connue. D'autre part, les cours des opérations préliminaires sur les frontières de Belgique et du Luxembourg, aussi bien que celles qui se déroulèrent dans la région de Nancy, nous donnaient l'espoir que la magnifique armée dont nous avions tant entendu parler n'était pas dans l'ensemble la machine de guerre absolument invincible que nous attendions. Pendant ces jours si critiques, mon esprit était occupé nuit et jour de pensées anxieuses. Je veux essayer de rappeler ces journées de la première quinzaine d'août et de fixer ici le résultat de mes réflexions. On y verra les doutes, les craintes, les espoirs, les désirs, bref toute l'atmosphère mentale dans laquelle j'attendais l'ouverture de la campagne.

Dans les dix années qui précédèrent la guerre, j'avais constamment envisagé le cours probable des événements qui devaient amener à un conflit mondial aussi bien que la manière dont ce conflit même se déclarerait. En imagination, j'avais vu l'Allemagne en quelque point obscur de l'Europe suivie par l'explosion d'une immense poudrière comme le fut la déclaration de guerre entre la Russie et l'Autriche. Je voyais l'incendie se répandant avec la rapidité de l'éclair, et il me semblait que j'avais un avant-goût de toutes les hésitations et de l'anxiété qui devaient précéder notre entrée dans la guerre.

J'ai fait partie du Comité Impérial de Défense depuis 1906, et j'ai assisté à d'innombrables délibérations de ce Conseil souverain. C'est vers 1908 que la certitude de la guerre s'imposa à mon esprit. Lord Haldane était alors secrétaire d'Etat à la Guerre et, moi-même, j'occupais les fonctions d'inspecteur général. Lord Haldane était lui-même très attentif à la possibilité d'une guerre, mais, comme il espérait la détourner par des négociations diplomatiques, il était entièrement d'accord avec moi sur la nécessité de faire tous les préparatifs possibles dans le plus grand secret. Il me dit une fois s'étonnant de pouvoir quand l'événement se produirait, il me

confierait le commandement des forces du corps expéditionnaire, et me pria d'étudier le problème avec soin et de faire tout mon possible pour être prêt.

Ce qui fait qu'en août 1914 les nombreuses hypothèses possibles de notre action méritaient tout à fait familières.

Tout le monde sait aujourd'hui que les états-majors britannique et français avaient pendant de longs mois tenu des conférences et qu'une entente mutuelle complète était intervenue touchant une action combinée dans certaines éventualités.

L'attitude de la Belgique

La Belgique, toutefois, demeura un énigme jusqu'au dernier jour ; il est très fâcheux qu'elle n'ait jamais pu se décider sur l'attitude qu'elle adopterait dans l'hypothèse d'une guerre générale. Nous n'avions tous jamais eu dans l'esprit qu'une idée de défense contre une attaque allemande. La neutralité de la Belgique avait été garantie par nous, et tous nos renseignements concordèrent pour nous montrer l'intention de l'Allemagne de violer cette neutralité. Nous désirions par-dessus tout que la Belgique comprît le danger qu'elle courait et dont la réalisation devait la faire tant souffrir par la suite. Nous désirions aussi qu'elle coopérât à sa propre défense. L'idée d'une attaque contre l'Allemagne à travers la Belgique ou dans quelque autre direction que ce fût ne nous était jamais venue à l'esprit. Des engagements préventifs comme ceux-là doivent aux circonstances d'être nécessairement imparfaits. Mais mieux vaut cependant, et de beaucoup, un plan médiocre que pas de plan du tout.

Il peut être intéressant ici de rapporter une conversation que j'eus avec l'empereur Guillaume en août 1914. Quand Sa Majesté visita notre pays, au printemps de cette année-là, pour inaugurer la statue de la reine Victoria, il me pria d'être son hôte aux grandes manœuvres de cavalerie qui devaient avoir lieu l'été suivant aux environs de Berlin. C'est une expérience que je n'oublierai jamais. Je fus très grandement impressionné par l'idée de puissance et de force que donnait la cavalerie allemande. L'empereur arriva en chemin de fer vers le troisième jour des manœuvres, à 5 heures du matin. Il trouva les troupes rangées dans une plaine, prêtes à le recevoir. Je n'ai jamais vu plus magnifique spectacle militaire que celui de ces quelque 15.000 cavaliers alignés sous l'éclatant soleil d'une matinée d'août, avec force artillerie montée, chasseurs à pied et mitrailleuses. Quand Sa Majesté eut fini l'inspection de la ligne, et pendant que les troupes se portaient vers leurs emplacements pour la manœuvre, l'empereur me fit chercher ; il était fort gai et courtois me demanda si j'avais tout ce que je désirais et si l'on m'avait donné un bon cheval. Il se prit ensuite à me dire qu'il savait bien que toutes nos sympathies en Grande-Bretagne étaient pour la France contre l'Allemagne. Il désirait que je visse tout ce que je pourrais mais me pria sur l'honneur de ne rien révéler de ce que j'aurais vu lorsque j'irais en France. La manœuvre du jour fut terminée vers 11 heures ou midi. Au déjeuner, j'étais placé au côté de Sa Majesté, et j'eus encore un entretien avec lui. Il me parla de la guerre et de la cavalerie allemande et me dit que la cavalerie allemande était la plus parfaite du monde : « Non seulement la cavalerie, mais l'artillerie, l'infanterie, toutes les armes, tous les services ont une valeur égale ; l'épée de l'Allemagne est affilée, et si vous voulez vous opposer à l'Allemagne, vous pourrez apprécier le fil de cette épée. »

Avant mon départ, Sa Majesté voulut bien m'offrir sa photographie magnifiquement encadrée. En me la montrant, il m'apporta, m'expliquant, me dit : « La voilà ce terrible ennemi, le voilà votre perturbateur de la paix en Europe ! »

Revenons à mon récit. Personnellement j'avais toujours pensé que l'Allemagne violerait la neutralité belge, et point seulement par une demi-mesure, comme la marche à travers les Ardennes, manœuvre que nos plans avaient surtout envisagée ; j'étais fermement convaincu que, si jamais elle se décidait à franchir le pas, elle exploiterait sa décision à fond pour envahir le pays tout entier et attaquer les Alliés par le flanc.

La principale raison de ma terrible anxiété résidait dans cette idée que nous étions beaucoup trop portés à attendre une attaque de l'Est, au lieu de prévoir une ruée dans la direction ou, effectivement, elle se produisit. J'étais rassuré cependant, sachant que nos dispositions actuelles n'excluaient pas la possibilité d'arrêter le premier élan de l'orage et de garantir d'un danger imminent le Nord de la France et les ports de la Manche.

De la stratégie à la tactique

Pour passer de la stratégie à la tactique, l'expérience d'une longue vie d'études de réflexions militaires m'avait appris que

le principe de l'emploi tactique des troupes doit être l'instinct. Je savais que, dans la pratique de la science de la guerre, il est nécessaire que la doctrine forme pour ainsi dire partie intégrante de notre chair et de notre sang. A la guerre on a peu de temps pour réfléchir. La décision à prendre doit venir avec la rapidité de l'éclair, et elle doit se présenter à l'esprit comme absolument évidente. Aucune expérience passée, aucune des conclusions que j'avais pu tirer de mes campagnes précédentes ou d'une étude attentive des conditions nouvelles de la guerre ne m'avaient permis de prévoir une guerre de position. Toutes mes pensées, tous mes projets, toutes les hypothèses possibles d'action étaient orientés vers la guerre de mouvement, vers la manœuvre.

Je savais fort bien que, les inventions modernes affecteraient grandement et modifieraient nos conceptions primitives de l'emploi respectif des trois armes ; mais je n'avais pas réalisé que l'action du progrès aurait pour résultat de rendre relativement inefficaces et non avenues toutes nos idées préconçues sur la méthode et la tactique des opérations en campagne. A en juger par le cours des événements dans les trois premières semaines de la guerre, il n'est pas un général français ou allemand qui fut préparé à la transformation complète de toutes les idées militaires, transformation dont le développement ultérieur des opérations démontra l'impérieuse nécessité pour la conduite de la guerre dans les conditions actuelles. Il est facile d'être prophète après coup, mais je ne puis m'empêcher de m'étonner que nul d'entre nous n'ait compris l'action qu'aurait le fusil moderne, la mitrailleuse, la traction automobile, l'aviation, la télégraphie sans fil. Il est si simple d'en juger maintenant que les résultats sont acquis ! Le fusil moderne et la mitrailleuse ont décapité la puissance de la défensive contre l'attaque, d'ont suppression des anciennes méthodes d'offensive obligation pour l'assaillant de chercher une protection et un abri après chaque bond en avant, bond de quelques centaines de mètres au maximum.

Il a paru pratique de placer la plus grosse artillerie immédiatement derrière la ligne de combat d'infanterie, non seulement à cause des facilités que la traction automobile a données au transport des pièces, mais aussi parce que, dans une guerre de position, la vieille crainte de voir les canons pris par l'ennemi n'existe plus. De même la nécessité vitale pour l'emploi efficace de l'artillerie lourde réside dans l'observation. Cette observation est assurée par les ballons et les avions qui, par T. S. F., tiennent les batteries immédiatement au courant de l'exactitude de leur tir. Je suis certain que si nous avions pu réaliser le véritable effet des inventions modernes, en août 1914, il n'y aurait pas eu de retraite de Mons et si, en septembre, les Allemands avaient su leur leçon, les Alliés ne les auraient jamais repoussés sur l'Aisne ; c'est pendant les combats livrés sur cette rivière que nos yeux à tous ont commencé de s'ouvrir.

Les caractéristiques de l'offensive et de la défensive avaient bien été vaguement envisagées, mais il fallut les tentatives successives de Maunoury, de Castelnau, de Foch et de moi-même pour tourner le flanc allemand vers le nord, d'après la vieille méthode de manœuvre — il fallut les mêmes pratiques de ces tentatives pour montrer à nos yeux le véritable caractère de la guerre moderne.

Vers le milieu de novembre 1914, après trois mois et demi de guerre, nous étions presque complètement fixés sur la guerre de position. Aussi, est-ce dans un assez grand trouble d'esprit que je commençai à jouer mon humble rôle dans ce terrible épisode de l'histoire du monde. Il nous fallait apprendre des leçons nouvelles dans une rude école, celle de la plus amère expérience. Cependant, (est-ce un bien ? Est-ce un mal ?) j'ai toujours possédé un tempérament actif. Personnellement, j'étais vraiment capable alors de juger la valeur respective des armées française et allemande. J'espérais que tout irait pour le

mieux, ou plutôt j'en avais la conviction, et c'est dans un esprit de confiance mêlée d'anxiété que je débarquai à Boulogne le 14 août 1914 à 17 heures.

Les instructions de Sa Majesté

Je complérai avantagèrement ce chapitre en publiant ici les instructions que je reçus du gouvernement de Sa Majesté avant mon départ :

« Etant donnée la violation de la neutralité de la Belgique par l'Allemagne, et conformément à l'entente qui existe entre notre pays et la France, le gouvernement de Sa Majesté a décidé, à la demande du gouvernement français, d'envoyer en France un corps expéditionnaire et de vous en confier le commandement. L'objectif particulier de l'armée placée sous vos ordres est d'assurer l'armée française et de collaborer avec elle contre nos ennemis communs. Votre tâche sera spécialement de donner votre concours au gouvernement français pour écarter l'invasion allemande du territoire de France et de Belgique, et éventuellement de rétablir la neutralité de la Belgique pour le maintien de laquelle, ainsi qu'il est garanti par traité, la Belgique a fait appel à la France et à nous-mêmes. »

Telles sont les raisons qui ont amené le gouvernement de Sa Majesté à déclarer la guerre ; elles constituent l'objet principal que vous devez avoir devant les yeux. Le point de votre rassemblement, d'après les dispositions actuelles, est Amiens, et pendant la concentration de vos troupes vous devez toutes les occasions possibles de discuter avec le général commandant en chef les armées françaises la situation militaire générale et le rôle spécial que votre armée est en état et en posture de jouer. Il doit être entendu dès le début que la force numérique du corps expéditionnaire et des renforts qui pourraient lui être envoyés est strictement limitée ; il est donc évident qu'il y a lieu d'apporter le plus grand soin à éviter les pertes et le gaspillage. En conséquence, bien que tous les efforts doivent être faits pour entrer le plus possible dans le point de vue de nos alliés, vous examinerez avec grande attention les cas où vous seriez amenés à un mouvement en avant dans lequel de grandes unités françaises ne seraient pas engagées et où vos troupes devraient par conséquent attaquer dans des conditions peu favorables. Si de paires éventuelles se produisaient, je vous prierais de m'en informer en détail et de me laisser le temps de vous transmettre toutes décisions que le gouvernement de Sa Majesté prendrait en l'espèce. A ce sujet, je vous prie de voir nettement que votre commandement doit être entièrement indépendant et que jamais, en aucun cas et en aucun sens, vous ne serez sous les ordres d'un général allié. Dans les petites opérations, vous veillerez à ce que vos subordonnés comprennent bien que le risque de pertes sérieuses ne doit être envisagé qu'autant que le haut commandement estime ces pertes proportionnées à l'objectif. Au cours de la campagne, vos troupes pourront avoir, auront même certainement de nombreuses et belles occasions de montrer leur grand courage et leur discipline. Mais les officiers doivent se rappeler que, dans cette première expérience d'une guerre européenne, ils doivent faire preuve d'une vigilance plus grande que dans les autres campagnes engagées contre un adversaire peu aguerri.

Vous voudrez bien vous tenir en liaison constante avec le ministère de la Guerre et m'informer de tous les mouvements de l'ennemi qui viendraient à votre connaissance ainsi que de ceux de l'armée française. Je suis assuré que vous comprendrez pleinement à quel point vous pouvez compter sur l'appui constant et sans réserve du gouvernement, de moi-même et de vos compatriotes, en menant à bien la haute mission que le roi vous a confiée et en maintenant la grande tradition de l'armée de Sa Majesté.

Signé : KITCHENER.

Secrétaire d'Etat.

LES CONTES D' "EXCELSIOR"

LE VASE DE RHODES

par JEAN-JACQUES BERNARD

Lucien, en passant, l'a heurté d'un mouvement brusque, et le vase est tombé. Il s'est brisé avec un gros bruit sourd, un bruit sourd comme une plainte, un sanglot presque humain.

Lucien ne peut parler, et Jeanne, qui a pâli, reste muette, elle aussi. Ils se regardent, consternés. Ils ne pensaient guère, la minute d'avant, à ce modeste compagnon de leur intimité, et maintenant ils sentent par combien de fibres ils lui étaient attachés.

C'était un vase vénérable qu'ils avaient acheté chez un antiquaire d'Orient. Un Grec primitif l'avait fondue il y avait plus de vingt-cinq siècles. Les fleurs d'or et d'argent se balançaient dans un dessin rudimentaire, et son col était d'un dessin rudimentaire, et son col leur avait donné une patine pleine de douceur.

Lucien a esquissé un geste pour ramasser les débris, mais Jeanne l'a arrêté : « Non, non, je ne veux pas les voir partir. »

Ils essayent de parler d'autre chose, mais la soirée, malgré leurs efforts, reste alourdie d'une arrière-pensée mélancolique.

Siôt Jeanne s'endormit, Lucien revient au salon. Seul à présent devant les morceaux du vase, il les contemple longuement. Sa première intention était de le faire disparaître, corvée douloureuse qu'il voulait épargner à Jeanne. Mais il l'est resté intact, maintenant, et se trouve petit et humble devant ces vieilles reliques. Ces bleus estampés et ces rouges pâlis, sur lesquels ont passé des siècles, lui paraissent encore si vivants qu'il ne se sent plus le courage ni le droit de parachever leur destruction.

Alors, d'une main timide, il rapproche les débris les uns des autres, et l'idée lui vient que peut-être il pourrait les recoller et reconstituer le vase. Pieusement, il le place sur une table, et, penché sur eux, longuement, à la lueur d'une lampe, les yeux bien tirés, le cœur haletant, les doigts précautionneux, il travaille à les assembler. Et c'est à la fois de voir que ces morceaux s'adaptent parfaitement les uns aux autres et qu'entre ses mains, pourtant inexpertes, le pied du vase et puis la panse et le col et l'anse renaissent. Mais que cela est long et méticuleux ! Au bout de deux heures de ce travail Lucien est comme dans un demi-rêve. Son esprit concentré sur ce vase, plus vieux que les plus vieilles pierres de Paris, où il a failli mourir, finit par en comprendre l'histoire. Oui,

l'histoire s'en reconstitue à son imagination à mesure que ses mains reconstituent le vase lui-même.

Il a remarqué, naissant au pied et serpentant jusqu'au col, deux longues courbes que le temps a estompées comme le reste, et qui témoignent que le vase, une fois déjà, a été brisé et recollé. A en juger par la patine, cet accident doit être presque aussi ancien que l'objet lui-même. C'était donc à l'époque de sa jeunesse, quelques mois peut-être après sa sortie de l'atelier du fondeur. Un humble ménager d'alors l'avait acheté chez un marchand de Rhodes. Ses débuts furent modestes ; il servait chaque matin à recueillir le lait d'une chèvre. Pot à lait, voilà ce qu'il était en ce temps, avant, bien avant que les siècles lui eussent conféré cet aspect vénérable. Un soir, l'homme, en rentrant du labour, l'avait, dans un mouvement brusque (peut-être le même mouvement brusque et bête de Lucien) l'avait renversé et brisé. Si n'avait été, alors, chez de très pauvres gens, sa carrière sans doute eût pris fin, car on l'aurait jeté à la mer. Mais les pots à lait étaient chers, et la ville de Rhodes était loin peut-être. La femme se désola, plus bruyamment que devait le faire Jeanne, et l'homme passa une soirée à le recoller, comme Lucien ce soir. Il est probable qu'il fit encore un long usage. Et puis qu'arriva-t-il ? Après quelques aventures, quelques migrations parvint-il chez cet antiquaire grec où Lucien et Jeanne devaient le recueillir deux mille cinq cents ans plus tard ? Peut-être resta-t-il longtemps enfoui dans les sables qui recouvraient un village mort ? Ah ! si l'on pouvait parler !

Mais ne parle-t-il pas ? N'est-ce pas suffisamment clair ce qu'il dit ce soir à Lucien ? N'a-t-il pas, au fond, plus de réalité, plus de vie que cet humble passager terrestre qui travaille, si longtemps après l'autre, à rassembler ses débris ? Et qui sait si, dans deux ou trois mille ans, quelque amateur de vieilles choses, l'examinant de près et apercevant les fissures dont il est zébré, ne confondra pas les deux recollages, celui du pauvre paysan hellène et celui de Lucien ?

Nous appelons compagnons de notre vie de vieux objets qui sont nos hôtes d'un instant. Ne sont-ils pas eux en réalité qui nous regardent passer ?

Jean-Jacques BERNARD.

TOUTOUNE ET SON AMOUR

ROMAN INÉDIT

par M^{me} LUCIE DELARUE-MARDRUS

XI

Le coup de foudre

« Juin... Il ne restait plus d'arbres fleuris que les saules chargés d'ombelles bleues. Mais les oiseaux chantaient toujours, et l'herbe des prés, pleine de cloches bleues, de grandes marguerites et de boutons d'or, montait si haut qu'elle rejoignait les branches des pommiers. »

Une chaleur magnifique et normale régnait sur la nature. C'était un bel été qui s'annonçait.

Depuis quelques temps, des lettres de M^{me} Villeroz se succédaient.

« Nous allons revenir d'Algérie... Nous sommes revenus d'Algérie... »

Puis :

« Ne vous étonnez pas si vous ne recevez, ce mois-ci, que la moitié de la pension de Toutounne... »

Puis :

« Supprimez les leçons de piano... Serrez de près les dépenses... Nous passons une mauvaise période. Les affaires sont difficiles... »

Le jour de la Saint-Jean, ce fut une dépêche : « Arrivons demain pour vacances » suivie une heure plus tard par ce second télégramme : « Voyage remis. Préviendrons... »

A la première dépêche, Toutounne avait pâli. Mais la seconde ne l'étonna pas. Est-ce que, pour elle, la déception n'était pas une chose toute naturelle ?

Le mois de juin s'écoula sans autres nouvelles.

« Peut-être que maman et papa ne viendront même pas cette année... » songeait la fillette avec amertume.

Elle s'était couchée la veille, des larmes sur les joues, et son réveil avait été triste, comme il arrivait souvent. La mère Lacoste, après avoir desservi la table de leur déjeuner, dans la cuisine, achevait de ranger la vaisselle au fond du buffet. Elle allait prendre sa bicyclette. Toutounne, indécise, pensait à sa sœur, et regardait son ours de peluche, en même temps qu'une envie lui venait d'aller taper le piano.

Le valet de ferme entra sans frapper dans la cuisine, le visage décomposé, les cheveux au vent.

« Ça y est ! dit-il. La guerre est déclarée. Toutounne et la nourrice le regardaient. »

Elles ne lisaient jamais de journaux. Les nouvelles du monde, avec des semaines de retard, parvenaient péniblement au manoir par les rumeurs du marché.

Il est bien des coins campagnards de France et d'ailleurs où la terrible annonce sera tombée comme cela, sans préparations, en plein quotidien paisible, comme une énorme pierre dans une petite mare endormie.

La mère Lacoste fit un pas vers le valet. Elle sembla presque menacée.

« Qui ça est ? dit-elle. »

Alors ce garçon expliqua la chose comme il l'avait comprise. Sa bouche tremblait. Il avait sorti de sa poche son livret militaire.

« Je pars le douze ! », répétait-il sans cesse.

L'histoire contemporaine, la carte de l'Europe, la diplomatie mondiale venaient d'entrer par la porte restée ouverte, envahissaient la cuisine sombre où les mouches bourdonnaient.

A mesure que le garçon parlait, le visage de la nourrice se creusait comme celui d'une agonisante. Elle put enfin parler.

« La guerre ! Dieu du ciel ! »

Elle recula, haïssant brusquement la tête. On eût dit qu'elle venait de recevoir le coup de la mort. D'une voix sourde et dramatique, elle gronda :

« Mal va ! »

